Les ventes de meubles par autorité de justice sont faites ici par ministère d'huissier. Nous avons aussi les encanteurs qui font les ventes de mobiliers aux enchères publiques. En France ces fonctions sont réunies dans la personne du commissaire-priseur. Ce terme désigne des officiers publics dont les fonctions consistent à faire des prisées ou estimations de meubles, et les ventes publiques aux enchères d'effets mobiliers.

Pour être commissaire-priseur il faut avoir 25 ans accomplis, fournir un certificat de capacité et de moralité à la Chambre de discipline, prêter serment, fournir un cautionnement à l'État. A Paris ce cautionnement est de \$4000,00. Il est défendu au commissaire-priseur d'être marchand de meubles. Il doit tenir un répertoire sur lequel il écrit chaque jour ses procès-verbaux. Ce registre est coté et paraphé. Le commissaire-priseur est sous la surveillance du procureur du roi. Une chambre de discipline, organisée par un règlement, tient les membres sous sa dépendance.

Nous pourrions emprunter quelque chose de cette institution. Les ventes de meubles sont nombreuses, surtout dans les villes. Le public a-t-il de la part des personnes qui ont des licences d'encanteur toutes les garanties auquel il a droit ?

De ce qui précède il résulte un fait manifeste, c'est le soin que prend le gouvernement français pour obliger les fonctionnaires publics à accomplir leurs devoirs. Je ne pense pas qu'en Amérique on puisse exiger que les professions s'incorporent ainsi à l'état. Ce serait se montrer partisan d'un pouvoir centralisateur. Comme toutes les questions celle-ci doit se résoudre par la liberté. La liberté des professions étant reconnue en principe, il faut un frein aux abus. C'est de donner à chaque corps un pouvoir disciplinaire qui maintient, au sein de la communauté, les principes d'ordre que l'état requiert directement.

Que d'abus le Conseil du barreau n'a-t-il pas réprimés, que que d'autres il peut encore faire disparaître s'il veut avoir la main ferme ! Que de réformes la Chambre des notaires n'a-t-elle pas obtenues depuis qu'elle s'est sérieusement mise à l'œuvre ! Hier encore, la profession médicale était en désarroi ; aujourd'hui, grâce à sa nouvelle constitution, elle sait où elle va ce qu'elle peut faire.

Si nous eussions eu, sous le régime de la loi de faillite, une Chambre syndicale, comme il en existe une dans tous les pays civilisés, que d'abus on aurait réprimés, que de scandales n'auraient jamais vu le jour !